

perdue, où à Paris, on s'en tirerait avec une pièce de vingt francs, voire moins.

On ne peut citer tous les cas où la fabrication de la pièce de cinq sous peut amener ce remboursement mais de même que l'on ne va pas d'objets échappés aussi longtemps à l'assurance, et que la pièce de dix sous impose l'émission des prix qui pourraient être fixés à tout sous, ainsi l'on doit prouver que les assurances ne payent actuellement 25 centimes sur portées à 25 ; on dit alors cinq sous de plus pour faire le tiers de la valeur de la pièce.

Les baisses à quatre sous (qui n'existe encore) seraient de 25 centimes. Les gâteaux se piégeront un peu plus cher. On ne demandera plus quatre sous mais cinq sous de tabac à fuir. La charcuterie, la pâtisserie, la fruiterie, généralement toutes les commerces du détail, engageront contre la valeur, forcément d'un tel sur le prix, suivant l'influence de l'unité monétaire, l'avantage de rendre le sou, faisant le compte

des salaires malheureusement ne subissant pas la baisse produite par la pièce de 25 centimes chez les consommateurs supposent ce changement instantané.

Cependant, à ces toutes ces inconveniences, la nouvelle monnaie divisionnaire, argent ou nickel, sera la leur refuge. La crise actuelle démontre l'inefficacité des sous étrangers, l'insuffisance de nos réserves, l'insécurité de nos réserves, rendent nécessaire et urgente la création d'une monnaie nationale qui supplée aux sous étrangers retirés, démodifiés et à la trop petite quantité de pièces de cinq ou de dix centimes, actuellement en circulation.

Jean de MONTMARTRE.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Paris, 15 novembre.

Réforme électorale du Sénat

La Chambre discuteira demain lundi, les propositions de MM. Maurice Faure et Guillemet tendant à changer le mode d'élection des sénateurs.

Jusqu'à présent seuls le rapporteur et MM. Guillemet et Maurice Faure auteurs des propositions sont inscrits pour prendre part au débat. Il est cependant certain que plusieurs amendements seront présentés l'un entre autres qui aurait pour auteur M. Boissé d'Anglas.

On ne sait ce qui concerne au gouvernement, il faudra à la Chambre son entière liberté d'action. Il ne posera très probablement pas la question de cabinet.

Mais il se pourra bien qu'en l'obligeait à découvrir.

Dans son amendement, M. Boissé d'Anglas demande que les délégués sénatoriaux votent aux chefs-lieux de cantons, au lieu d'être obligés de se rendre, comme actuellement, au chef-lieu du département pour prendre part au scrutin sénatorial. Le collège électoral de chaque canton serait prisé par le juge de paix ou à son défaut, par un de ses suppléants. Il demandera ensuite que les délégués soient nommés à raison de un par cent des électeurs ou fraction de cent au lieu de cent cinquante.

Enfin il propose de remplacer les articles 14 et 15 de la loi organique du 2 août 1875, sur l'élection des sénateurs, par le texte suivant :

« Nel n'est pas au premier tour qu'il n'a réuni la majorité des suffrages et un chiffre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Au deuxième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu. Le deuxième tour de scrutin aura lieu le deuxième dimanche qui suit le jour de la proclamation du résultat du premier tour de scrutin. »

Actuellement, d'après l'article 14, les trois tours de scrutin qui peuvent être nécessaires pour une élection ont lieu la même jour et se succèdent de huit heures du matin à dix heures du soir. Après l'arrivée de 12, c'est seul matin ou troisième tour que la majorité relative suffit pour être élu.

Le privilège de la Banque

Le projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque de France a été distribué hier. A l'appui de ce projet, une lettre est jointe à M. Magnin, gouverneur de la Banque, annonçant les modifications que la Banque apportera dans son organisation.

Elle portera de cinq à dix jours le délai pendant lequel les versements indirects pourront être effectués gratuitement.

Elle réduira de moitié, soit 0 fr. 25 pour mille, la commission sur les versements échangés entre Paris et ses comptoirs des départements, de même qu'entre eux-ci et son siège central.

Elle abaissera à 5 francs, pour le papier sur place, et à 10 francs pour le papier déplié, la limite d'admission des effets à l'acompte.

Suivent : une série de mesures étendant l'action de la Banque, les facilités données par ses succursales et portant, en outre, l'organisation du service d'encaissement dans les villes nouvelles.

Les élections municipales de Toulouse

L'interpellation de M. Calviniac sur les élections municipales de Toulouse a été soumise à la Chambre cette semaine.

M. Raymond Lenguez, député de Toulouse, qui s'est également dans cette ville, réunit actuellement un dossier sur les faits qui motivent l'interpellation.

Autour d'une Polémique

« La passamie Delesalle, écrit-il en suite, Réveil du Nord ? »

« Delesalle, dit le Réveil du Nord, absent de Lille depuis jeudi, ne peut répondre au Progrès. »

« C'est en voyage au moment où l'on est sous le coup d'une accusation aussi grave que celle que nous avons portée contre M. Delteil, cela me rappelle-t-il pas à une fois ? »

M. Delesalle est allé, dit-on, voir ses amis de Paris, afin de prouver à l'intérieur en sa faveur auprès du ministre de la Justice.

Il a laissé, à Lille, un avocat, chargé de représenter ses intérêts et de défendre sa cause : c'est M. Siauve-Evausy, rédacteur en chef du Réveil du Nord. »

Ainsi s'exprime le Progrès du Nord, au début d'un long article qu'il consacre, dans son numéro d'hier, à notre ami Delesalle.

Par cet extrait, nos lecteurs peuvent juger à quelles misérables procédés de polémique est descendu notre confrère.

Nous le regrettons pour lui.

Le Progrès insinue que Delesalle m'a chargé de représenter ses intérêts et de défendre sa cause.

Cette insinuation a la valeur des précédentes.

Il était de mon devoir d'expliquer à mes lecteurs pourquoi Delesalle ne répondait pas, dans le Réveil de samedi, aux nouvelles accusations formulées contre lui, vendredi, par le Progrès : mais il n'est jamais entré dans ma pensée de me substituer à Delesalle, l'adjoint aux Flanques étant de toute à riposter à son adversaire beaucoup mieux que quiconque.

Delesalle, d'ailleurs, n'avait nul besoin d'être défendu, aussi mon rôle s'est-il borné à mettre sous les yeux du public des renseignements susceptibles de l'éclairer complètement sur la valeur des calomnies du Progrès.

S'adressant à moi personnellement, M. Georges Robert me pose la question suivante :

« M. Siauve-Evausy pourrait-il s'expliquer sur les insinuations à mon égard qui ont paru dans le journal dont il est le rédacteur en chef, sous la signature de M. Delesalle ? »

Volontiers.

Il n'a vu dans les réponses que Delesalle a faites à M. Georges Robert que l'exercice légitime d'un droit dont M. Rigaut, par exemple, pourrait user, dans les colonnes du Progrès, au même titre que Delesalle en a usé au Réveil du Nord.

Delesalle a dit à M. Robert que ses insinuations ne sauraient l'émouvoir ajoutant qu'il ne les relèverait qu'au cas où une personne, autre que mon confrère, se succéderait à son poste.

Mais est-ce que, récemment, M. Georges Robert n'a pas soutenu une thèse identique, au cours d'une polémique avec l'Echo du Nord ?

Le rédacteur en chef du Progrès qui atteste alors M. Dubar par dessus Férat, sortirait-il à se plaindre que Delesalle visait le président du Conseil d'administration du Progrès par dessus M. Robert !

Enfin, je crois... et c'est certainement l'avis de tous ceux qui ont lu les attaques du Progrès et les réponses de Férat, sortirait-il à se plaindre que Delesalle visait le président du Conseil d'administration du Progrès par dessus M. Robert !

Enfin, je crois... et c'est certainement l'avis de tous ceux qui ont lu les attaques du Progrès et les réponses de Férat, sortirait-il à se plaindre que Delesalle visait le président du Conseil d'administration du Progrès par dessus M. Robert !

Le privilège de la Banque

Le projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque de France a été distribué hier. A l'appui de ce projet, une lettre est jointe à M. Magnin, gouverneur de la Banque, annonçant les modifications que la Banque apportera dans son organisation.

Elle portera de cinq à dix jours le délai pendant lequel les versements indirects pourront être effectués gratuitement.

Elle réduira de moitié, soit 0 fr. 25 pour mille, la commission sur les versements échangés entre Paris et ses comptoirs des départements, de même qu'entre eux-ci et son siège central.

Elle abaissera à 5 francs, pour le papier sur place, et à 10 francs pour le papier déplié, la limite d'admission des effets à l'acompte.

Suivent : une série de mesures étendant l'action de la Banque, les facilités données par ses succursales et portant, en outre, l'organisation du service d'encaissement dans les villes nouvelles.

Les élections municipales de Toulouse

L'interpellation de M. Calviniac sur les élections municipales de Toulouse a été soumise à la Chambre cette semaine.

M. Raymond Lenguez, député de Toulouse, qui s'est également dans cette ville, réunit actuellement un dossier sur les faits qui motivent l'interpellation.

déclaration si catégorique de M. Hannotin qui lui entête le moindre parcellaire de sa valeur.

Si M. Hannotin a dit la vérité — et le Progrès affirme qu'il n'a pas douté un seul instant — la campagne ventueuse menée contre Delesalle tombe d'elle-même.

G. SIAUVE-EVAUSY.

DERNIÈRE HEURE

CONGRÈS SOCIALISTE SUISSE

Winterthur, 15 novembre.

Le congrès du parti socialiste suisse s'est réuni aujourd'hui. Soixante délégués étaient présents. Le congrès a désigné une commission spéciale pour préparer la révision du programme de l'organisation du parti et la dissolution des fédérations dans le domaine de l'agriculture. Il a été décidé que le prochain congrès aurait lieu le 18 et 19 à Zurich.

L'ITALIE ET L'ABYSSINIE

Agen, 15 novembre.

Le bruit court avec persistance que l'amitié entre l'Italie et l'Abyssinie a été rompue. On assure que les préliminaires ont été signés le 25 octobre.

ÉLECTIONS DE TOULOUSE

Toulouse, 15 novembre.

L'ouverture des bureaux n'a donné lieu à aucun incident. Il n'y a qu'une seule liste celle de l'ancien conseil municipal radical.

On sait que 28 candidats de cette liste ont été élus au premier tour. L'élection de dix autres est assurée, puisqu'il n'y a pas de concurrents. Les opportunistes et réactionnaires, après leur piteux échec de dimanche dernier, ont renoncé à la lutte.

L'orateur préconise l'union des forces républicaines sur un programme net et commun.

M. Bourgeois et Doumer sont repartis dans la soirée, pour Paris.

Le maire de Lille a été chaleureusement acclamé.

À ce moment un hurlement monte à la tribune et lit très mal un tract inutile au quel on ne comprend goutte.

L'auditeur prend en pitie le pauvre ignoramus qui a déclaré patologique.

Un voix cri : A bas les Prussiens !

Quelques mots bien sentis, et aux accusations du public, Delory répond à l'interrupteur et cède la tribune à Siauve-Evausy.

Le rédacteur en chef du Réveil du Nord, a prononcé un discours qui a littéralement empêché l'assistance et lui a valu des ovations enthousiastes.

Nous ne pouvons, dans ce contexte rassis, faire autre chose que de rappeler que l'administration a été chaleureusement acclamée.

Nous y reviendrons plus longuement demain.

Deux magnifiques bouquets ont été offerts à Delory et à Siauve par les délégués de la section amandinoise du Parti ouvrier.

À l'issue de cette superbe réunion qui s'est terminée sans incident, un banquet est donné à l'heure de la réception de l'amicale de Valenciennes, à l'arrondissement de Valenciennes, rue de Condé, de Vieux-Condé, Hergnies, Saint-Amand, etc., pour écouter les orateurs du Parti ouvrier.

Excellent journée pour la République sociale.

A. G.

LE LIVRE D'OR

DE L'ENSEIGNEMENT CLÉRICAL

Statistique pendant une seule année

(Suite)

161. — R. P. FOURNEL, marié à Toulouse, ouvertes publiques aux moines. — Tribunal de Toulouse, 1 an de prison. (Septembre).

162. — SCEUR PACIFIQUE (dame Marion), institutrice congréganiste, à Violette (Aude), violation des règlements. — Révocation. (Septembre).

163. — LE CURÉ DE LORTANGES (Hérault), délit de pêche. — Tribunal correctionnel de Brouage. — 50 francs d'amende. (Septembre).

164. — LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE SONGERGANISTE D'AUBENAS ET SES INSTITUTRICES-ADJOINTES. — Habitudes invétérées de l'irréligion à l'égard de ses élèves. — Révocation. (Septembre).

165. — ABBE BUREL, curé de Faveroles (Orne), Excitation à la haine de la police, 15 jours de prison.

166. — FRÈRE CLÉMENT (Blanchard), institutrice congréganiste à Beauvoir-sur-Mer (Vendée). — Ouverture envers l'autorité. — Révocation (septembre).

167. — FRÈRE BELLAT, jésuite à Pau (Pyrénées-Atlantiques). — Ouvertes publiques à la pudeur. — Cour d'assises de Dijon. — 6 mois de prison (septembre).

168. — FRÈRE IGNACE (Gauthier), institutrice congréganiste à Gigny (Jura). — Violation des règlements, 2 mois de suspension. — Révocation (septembre).

169. — ABBE BARTHOLET, curé de Pont-de-Poitiers (Haute-Saône). — Ouvertes publiques à la pudeur. — Tribunal correctionnel de Lure. — 1 an de prison (septembre).

170. — FRÈRE MARTINEN (Hebin), institutrice congréganiste à Viverols (Puy-de-Dôme). — Violation des règlements, 15 jours de suspension (septembre).

171. — ABBE BARTHOLET, curé de Pont-de-Poitiers (Haute-Saône). — Ouvertes publiques à la pudeur. — Tribunal correctionnel de Lure. — 1 an de prison (septembre).

172. — FRÈRE MARTINEN (Hebin), institutrice congréganiste à Viverols (Puy-de-Dôme). — Violation des règlements, 15 jours de suspension (septembre).

173. — FRÈRE AUSONE (Cléchet), institutrice congréganiste au Mont-Dore (Puy-de-Dôme). — Violation des règlements, 15 jours de suspension (septembre).

174. — FRÈRE THIMOTHÉE (Sicard), Directeur de l'École congréganiste de Pont-St-Espri (Gard). — Manque de surveillance. — Révocation (septembre).

175. — LE CURÉ DE MALVEZIN-ST-CROIX (Ariège). — Ivvresse publique. — 2 fr. d'amende (septembre).

176. — LATRIVE, bœuf de Montézé (Seine-et-Marne). — Outrage aux mœurs. — Tribunal de Fontainebleau. — 2 ans de prison, 500 fr. d'amende. (septembre).

177. — SCEUR ALPHONSE (dame Barthe), institutrice congréganiste à Mortagne (Dordogne). — Contrebande. — 2 mois de suspension. (septembre).

— Et quelle désillusion voudrais-tu que j'éprouve ?